

la lettre

n°1
Collector!

lettre d'information N°1 - septembre 2009

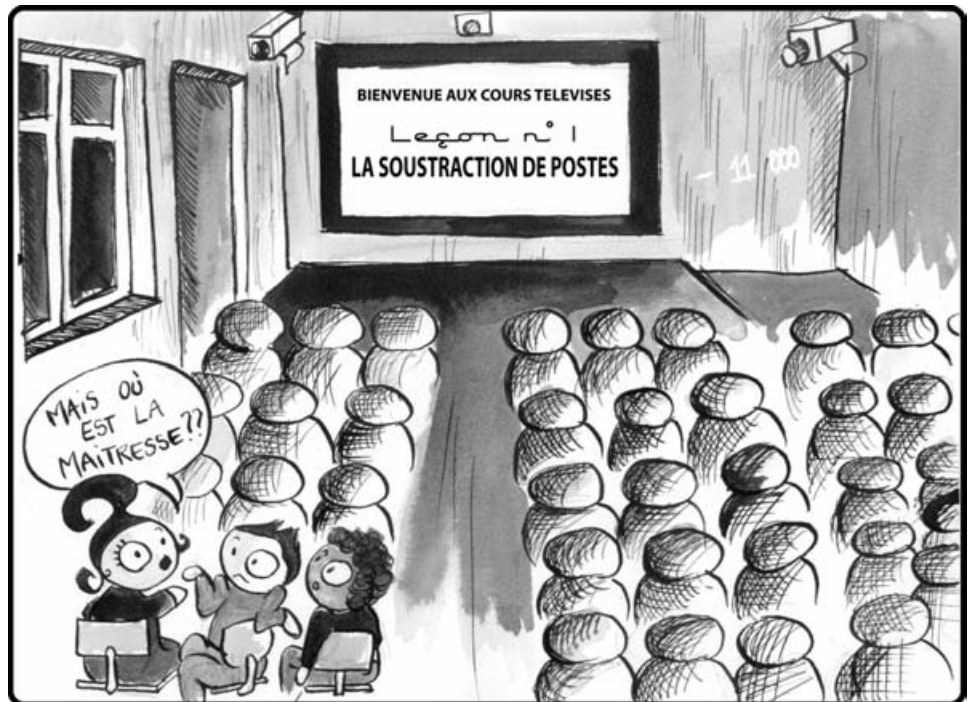
Septembre, enfant phare!!!

édito

Quelques collectifs et personnes d'*École en Danger* ont concocté cette petite feuille d'information. Les informations ici collectées témoignent du dynamisme du mouvement dans les départements, peuvent donner des idées d'actions, et apporter des informations simples et réutilisables.

À utiliser et à diffuser sans modération!

Avec les contributions d'individus hautement dangereux assignés à résidence dans les départements de la Haute-Garonne, la Gironde, le Rhône, la Vendée, l'Essonne, l'Isère et le Val de Marne.



leçon de choses Base élèves

Base élèves est le fichier que les directeurs d'écoles primaires publiques et privées sont tenus de renseigner, pour tous les élèves à partir de trois ans. Cela concerne plus de six millions d'élèves du primaire, y compris ceux qui font l'école à la maison, à l'hôpital, à distance ou à l'étranger. Les problèmes posés par ce fichier sont multiples.

1-Il n'apporte pas suffisamment de garantie de confidentialité: les informations collectées peuvent en effet ne pas rester confidentielles.

2-Le fichier n'est pas [suite >](#)

la rentrée dans les départements

Il n'aura pas fallu longtemps pour subir, de manière très concrète, le résultat des 13 500 suppressions de postes décidées il y a quelques mois. Et des collectifs se remettent en ordre de marche pour protester.

Quelques témoignages :

Haute-Garonne

Dès la rentrée, des enseignantes de Pompertuzat sont retenues dans leurs classes par les parents qui protestent contre les prévisions de fermetures de classes.

À Pechbonnieu, quelques jours après la rentrée scolaire l'école maternelle a perdu une classe. Il manquait 5 élèves au maintien de la classe.

Gironde

Pour la rentrée 2009, Ce sont 57 postes qui sont retirés au département alors qu'il est prévu entre 300 et 500 élèves supplémentaires à la rentrée 2009.

Le Snuipp 33 appelle tous les enseignants du premier degré à utiliser les 60 heures d'aide personnalisée pour du temps de concertation, [suite >](#)

étanche : il y a des interconnexions possibles avec la BNIE (Base Nationale Identifiants Élèves - chaque élève a un numéro) qui conserve les informations pendant 35 ans, et avec les fichiers d'autres administrations. De plus, les informations sont accessibles à un nombre très important d'agents travaillant dans l'Éducation nationale, du haut en bas de la hiérarchie.

Le Conseil National de Résistance à Base Élèves (CNRBE) demande que les renseignements nominatifs restent à l'intérieur des établissements.

Le Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unies dénonce depuis six mois le manque flagrant d'encadrement de l'utilisation de Base élèves, et les risques de divulgation et utilisation des informations. La France est sommée de se conformer aux réglementations du Comité des Droits de l'Enfant.

Malgré cela, deux directeurs d'école ayant refusé de remplir Base Élèves ont été démis de leurs fonctions de direction et deux autres ont été mutés d'office.

Savez-vous que si vous avez donné votre nom pour récupérer l'enfant d'un ami ou d'un voisin à l'école, vous figurez dans le fichier Base Élèves ?

Vous pouvez manifester votre opposition à Base élèves en déposant plainte ; à ce jour, déjà 1 000 plaintes ont été déposées par des parents.

<http://retraitbaseeleves.wordpress.com>

LDH Section de Toulon - BP 5170,
83094 Toulon CEDEX

Tél. 04 94 36 22 50,

ldhsectiontoulon@orange.fr

formation, travail en équipe ou rencontre avec les parents, et cela tant que ne seront pas ouvertes de véritables négociations sur les rythmes de l'enfant et le traitement de la difficulté scolaire.

Rhône | Les réunions de parents sont l'occasion de recueillir des signatures pour la pétition École en Danger. www.ecoleendanger.org

Paris | Dans les écoles, les parents et enseignants s'organisent pour se retrouver à la rentrée et reprendre des actions communes.

Vendée | Les parents d'élèves Vendéens constatent de nouveaux dysfonctionnements au niveau du remplacement des enseignants. Une de leur première préoccupation sera de savoir de combien de moyens dispose l'IA et comment ils sont employés, les chiffres à ce sujet n'étant pas très clairs.

Essonne | Dans une école de Morsang, les parents ont signifié, par courrier, leur refus des deux heures d'aide personnalisée, et réclamé le retour du RASED. Ceci afin qu'il n'y ait aucun enfant inscrit à l'aide personnalisée.

Isère | Né en décembre 2008, le collectif du Grésivaudan souhaite poursuivre son action. Le printemps, mouvementé - réunions multiples, distributions de tracts sur les marchés, interpellations des élus, manifestations de Grenoble - s'est clos en musique avec l'organisation du "Printemps de l'école publique" à Pontcharra (38) qui a réuni quelques 200 personnes. La poursuite du combat nécessite aujourd'hui de réfléchir au renforcement de notre existence mais aussi de nous donner des pistes d'action.

<http://sauvonslecolepubliquegresivaudan.wordpress.com>

Vous souhaitez prendre contact avec des gens dans votre département ? Rendez-vous sur www.agnationale.org

on n'est pas couchés !

Quelques actions d'envergure sont déjà en phase de préparation dans les départements. Vous pouvez vous en inspirer !

Bouches du Rhône | Soutien aux désobéisseurs

Les tribunaux administratifs saisis par les enseignants désobéisseurs ont condamné les sanctions financières prises à leur encontre. Le tribunal administratif a sommé l'administration de rembourser à Erwan Redon (enseignant désobéisseur de Marseille) les prélèvements de salaires subis pour non-respect du cadre de l'aide personnalisée. Le Ministère a fait appel.

Des instits excellemment notés pour la plupart et qui font l'inté-

[suite >](#)

leçon de choses l'évaluation des ré- formes 2008-2009

Juillet 2009 : Troisième note de synthèse sur la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement primaire publiée par l'inspection générale de l'Éducation Nationale. Extrait :

La semaine des quatre jours ;

Les conséquences du resserrement du temps scolaire se font sentir :

- *Sur la fatigue des élèves et des enseignants (...) conduisant parfois à la suspension de l'aide personnalisée les semaines précédant les vacances scolaires.*
- *Sur la réduction du temps de dialogue avec les parents (...)*
- *Sur le temps de concertation des enseignants (...)*

Enfin, et surtout, sur le temps consacré aux enseignements : au terme de l'année scolaire, il se confirme que, de l'avis général des enseignants, le temps manque pour faire tout le programme d'enseignement, ce qui était d'ailleurs prévisible. L'année scolaire n'est plus que de 144 jours théoriques (quatre jours pendant 36 semaines), et 140 jours en fait, alors que la moyenne européenne est de 185 jours (Regards sur l'éducation - OCDE 2008).

<http://4tous.net/ecoledemain/spip.php?article357>

Et pour les fainéants (dont votre serviteur), synthèse réalisée par nos amis du Rhône (69) sur :

<http://ecole.en.danger.villefranche.over-blog.com/article-35918425.html>



gralité de leur temps de travail avec les enfants sont sous le coup de sanctions. Erwan Redon a été convoqué de nouveau devant une commission disciplinaire (CAPD) le 17 septembre, non plus, comme la première fois, pour insuffisance professionnelle mais pour faute professionnelle. La sanction, votée à bulletin secret sur proposition de l'Inspecteur d'Académie est la suivante : Erwan Redon est déplacé d'office dans une école du département des Bouches Du Rhône.

www.soutienerwanredon.org

Soutenez la Charte de la résistance pédagogique :

<http://resistancepedagogique.org/signatures/index.php?petition=4>

Gironde

Réunion du collectif aux Carmes à Langon le vendredi 20 novembre 2009. Objectif : Compte rendu de la Nuit de l'Éducation (Langon) et préparation d'une future réunion d'information. Pour rester visible, le collectif *Tous pour l'école* a décidé de concevoir chaque mois une affiche nouvelle liée à un thème.

Haut-Rhin | La marche sur le Rectorat

Les collectifs alsaciens *Sauvons l'École Pour Tous*, 68, Strasbourg et Bruche organisent à Toussaint une Marche régionale sur le rectorat avec convergence des cortèges des collectifs locaux (marche, vélo, train...).

Les objectifs sont de toucher l'opinion publique, alerter les citoyens et les élus locaux, exercer une pression sur notre administration, fédérer les actions de nos trois collectifs.

Départ le samedi 31 octobre, arrivée le lundi 2 novembre. À chaque étape, animations (nuit des écoles, conférences-débats, spectacles...) et rendez-vous avec les élus locaux sont prévus. À l'arrivée, demande d'entrevues avec le recteur, le Conseil de l'Europe (base élève) et le maire de Strasbourg. En cas de refus, un pique-nique bruyant sous les fenêtres sera improvisé.